

COMMUNIQUE DE PRESSE



Le 11 décembre 2024

Le logement social encore attaqué par la majorité départementale !

Lors de la commission permanente du 9 décembre, la majorité départementale a décidé de nouvelles restrictions d'aide en faveur du logement social dans le Val-de-Marne en votant *la suspension de toute réception de nouvelle demande d'aide au logement social*. C'est la fin du financement départemental du logement social !

Une nouvelle fois, en arrêtant de financer les nouvelles demandes, c'est une attaque sans précédent sur la politique sociale du logement du Val-de-Marne. Cette décision s'inscrit dans la continuité de toutes les politiques régressives contre une politique sociale et solidaire du logement organisées par le Département d'Olivier Capitanio et la Région de Valérie Pécresse.

La majorité départementale avait déjà décidé, dès 2021, de pénaliser les maires bâtisseurs en refusant tous types de subvention pour les villes solidaires logeant les demandeurs de logement des villes hors-la-loi qui ne respectent pas la loi SRU.

Un coup de frein inattendu sur les projets des bailleurs sociaux et des promoteurs immobiliers qui précipitera la baisse de production de nouveaux logements en 2025 alors que la construction de logements n'a jamais été aussi basse depuis 1954 !

110 000 familles attendent un logement sur le Val-de-Marne. Seulement 8 200 attributions ont eu lieu en 2023 dont un tiers de DALO.

Le logement social est un amortisseur social important permettant la stabilisation des ménages qui n'ont pas les moyens ni l'envie de devenir propriétaires. L'offre est pauvre et ne permet pas de loger tout le monde. Le parc privé est trop cher même pour des ménages de la « classe moyenne ».

Nous demandons à la majorité départementale de revenir sur les coupes budgétaires qu'elle pratique, mettant ainsi en danger des milliers de personnes fragilisées depuis 2017 par des politiques anti-sociales nationale et départementale.

Le logement social n'est pas le problème, c'est la solution !

Pour une autre politique pour les habitants, la Fédération CNL du Val-de-Marne demande :

- La construction massive de logements abordables sur l'ensemble des villes du département
- La transformation des milliers de bureaux vacants dans le département
- Le respect de la loi SRU par les villes hors-la-loi
- La revalorisation des aides au logement